

# La réforme du collège à l'épreuve de la rentrée

Après un an de polémiques et d'oppositions, les 7 000 collèges appliqueront très inégalement le changement

C'est une réforme emblématique du quinquennat en matière d'éducation – la seconde après l'épisode houleux des rythmes scolaires en primaire. Chahuté, depuis plus d'un an, par d'incessantes querelles idéologiques, polémiques pédagogiques et appels syndicaux à l'abrogation, le « collège 2016 » annoncé au printemps 2015 par la ministre de l'éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, entrera officiellement en vigueur dans les 7 000 établissements de France jeudi 1<sup>er</sup> septembre.

De la 6<sup>e</sup> à la 3<sup>e</sup>, les 3,3 millions de collégiens découvriront les manuels scolaires correspondant aux nouveaux programmes, dont l'élaboration n'a pas été épargnée par les polémiques. Ils étudieront une deuxième langue dès la 5<sup>e</sup> (au lieu de la 4<sup>e</sup>). En contrepartie, certaines classes bilangues disparaissent, au grand regret de nombreux parents et enseignants.

Dans leur emploi du temps figureront deux nouveaux dispositifs : l'accompagnement personnalisé (AP) et les enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI) – des projets mêlant plusieurs matières, qui suscitent des réticences dans une partie du corps enseignant.

Enfin, latin et grec changent de statut : ils sont refondés dans un EPI « langues et cultures de l'Antiquité », à la grande colère des défenseurs des « humanités ». S'ils le souhaitent, les établissements peuvent proposer, en plus, une option latin aux horaires allégés.

Reste que les changements induits par cette réforme ne prendront pas partout la même ampleur, tant les enseignants s'y engagent en ordre dispersé. « Dans la profession, on trouve tout l'éventail de positions sur la réforme : des convaincus aux réfractaires, en passant par les dubitatifs », observe Christian Chevalier, du Syndicat des enseignants-UNSA.

## La fronde perdure

Pour décrire le panorama de la rentrée, le SNPDEN, principal syndicat des chefs d'établissement, avance des ordres de grandeur : 60 % des collèges mettront en œuvre la réforme « sans grand enthousiasme, par devoir », selon Michel Richard, secrétaire général adjoint ; « un quart l'appliquera plus volontiers car elle s'inscrit dans la continuité de leurs pratiques – la pédagogie par projet, l'interdisciplinarité ; et 15 % seront d'irréductibles villages gaulois, des collèges où les enseignants feront le service minimum ».

De son côté, la ministre a déclaré dans plusieurs médias régionaux, lundi 29 août, que de « 5 % à 10 % » des établissements avaient connu des résistances en 2015-2016, au moment de préparer la réforme. « Mais désormais, tout le monde est monté sur le bateau », assure-t-on dans son entourage.

Du côté des « anti-réforme », la fronde perdure. Le SNES-FSU a lancé un mot d'ordre de grève pour le 8 septembre et demande des « moratoires » sur certains points de la réforme. Le syndicat majoritaire appelle les enseignants à « entrer en résistance pédagogique »,

tout comme le Syndicat national des lycées et collèges (Snalc), qui a publié un mode d'emploi pour contourner la réforme.

« On peut très bien continuer à enseigner comme on l'entend, tout en bricolant quelque chose pour

**« On trouve tout l'éventail de positions : des convaincus aux réfractaires, en passant par les dubitatifs »**

CHRISTIAN CHEVALIER  
syndicat SE-UNSA

être dans les clous, assure Jean-Rémi Girard, vice-président du Snalc. Exemple : en 5<sup>e</sup>, le Moyen Âge est au programme d'histoire. En français, vous étudiez le roman de chevalerie et vous dites que vous faites un EPI sur la figure du chevalier ! Quant à l'AP, les consignes sont tellement floues qu'on peut

mettre n'importe quoi dedans : un cours de grammaire, une étude de texte... »

Le « service minimum », c'est un peu ce qui se profile dans le collège de Marie-Christine de Redon, à Marseille. Un établissement favorisé, « habituellement tranquille, peu militant », décrit cette enseignante de mathématiques, mais dans lequel « la réforme a soulevé un tollé », « nous avons résisté au maximum ».

## « Du pipeau »

Résultat, en cette rentrée, rien n'est prévu s'agissant des projets interdisciplinaires. « Chez nous, il n'y en aura presque pas, à part des actions qui existaient déjà et qui seront étiquetées EPI. » « Ce dispositif, on savait que ce serait du pipeau, poursuit-elle. Ce sont des choses qui se font déjà, mais les imposer à

toutes les disciplines, d'un coup, sur les quatre niveaux, sans moyens ni formation, c'était irréaliste ! »

A l'opposé, le collège de Mathilde, professeure de français dans l'académie de Besançon qui a souhaité garder l'anonymat, est prêt à se lancer. « Début juillet, on a posé le cadre des EPI, si bien qu'on est parti en vacances en sachant qui faisait quoi, à quel moment et avec qui », témoigne l'enseignante.

Pour elle, l'année commencera, avec ses 3<sup>e</sup>, par un EPI français-histoire autour du thème « Je suis témoin de la période 1914-1945 » ; le projet envisagé étant la réalisation d'une exposition de témoignages fictifs que les élèves auront imaginés à partir d'une sélection d'extraits de journaux intimes, de récits de guerre. « Je n'irais pas jusqu'à dire que cette réforme a suscité chez nous l'enthousiasme, mais on faisait le constat que ça n'allait plus, que les élèves n'étaient pas assez motivés. Alors on s'est dit : on nous propose quelque chose de nouveau, essayons ! »

Quel que soit le stade de mise en

œuvre, la réforme continue malgré tout à susciter beaucoup d'inquiétudes. D'abord, parce que tout n'a pas pu être anticipé. « On a essayé de se préparer au mieux, mais dans mon collège d'éducation prioritaire, on a un tiers de nouveaux professeurs qui arrivent à la rentrée et qu'il va falloir intégrer à nos projets. Que ce soit pour l'AP ou les EPI, il reste beaucoup d'inconnues », rapporte « Monsieur Samovar », un enseignant blogueur de lettres classiques qui exerce dans l'académie de Versailles.

Sans compter que la tâche est lourde : il a fallu revoir les pro-

grammes en même temps que l'organisation du collège sur les quatre classes simultanément. « Il me semble que si la réforme est mal accueillie, c'est surtout du fait de la précipitation avec laquelle elle a été imposée », estime l'enseignant.

Sur le fond, les craintes portent sur l'autonomie octroyée aux établissements, qui fait redouter à certains le délitement d'une éducation « nationale », identique partout.

## Besoin de temps

Surtout, la réforme induit une évolution des pratiques, de la culture professionnelle enseignante. « On passe d'un système qui encourageait le travail individuel, le cloisonnement des disciplines, à un système qui incite au travail collectif. C'est un vrai changement de perspective », observe Frédérique Sève, du SGEN-CFDT, un syndicat pro-réforme.

Autant de bouleversements qui nécessiteront du temps. Comme le rappelle l'historien Claude Lelièvre : « Dans l'éducation, les réformes sont toujours lentes et se mettent en œuvre à géométrie variable. On ne pouvait pas imaginer que tout serait en place à la rentrée, d'un coup de baguette magique, parce que la Rue de Grenelle l'a décrété ! »

Reste à savoir si on laissera à cette réforme le temps de s'installer. L'échéance de l'élection présidentielle 2017 approche, et à droite, trois candidats à la primaire (Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé et Bruno Le Maire) ont d'ores et déjà annoncé leur intention de faire machine arrière. ■

AURÉLIE COLLAS